



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Lundi 22 Août 2022



Organisations patronales : Une tripartite s'impose

L'adoption récente du nouveau code des investissements, tant attendu par les opérateurs économiques, donnera inéluctablement une impulsion au monde économique. D'où l'impératif de coordonner les actions et de créer les synergies en vue de mettre en exécution les décisions politiques. C'est du moins ce que prônent de nombreuses organisations patronales. Elles exhortent les pouvoirs publics à organiser une rencontre tripartite.



Port d'Alger : Saisie d'environ 1700 kg de bijoux en argent

Les services de l'Inspection divisionnaire des Douanes « Alger-Commerce », relevant territorialement de la Direction régionale des douanes « Alger-port » ont saisi, dans le cadre de la lutte contre la contrebande, sous toutes ses formes, quelque 1.700 kg de bijoux faits d'argent de haute qualité et 6 conteneurs de produits de beauté et de compléments alimentaires, a indiqué ce dimanche la Direction générale des douanes (DGD) dans un communiqué.

Nouvel arrêté: La lutte contre le blanchiment d'argent et financement du terrorisme renforcée

L'arrêté interministériel du 6 août 2022 fixant «le nombre, la composition, les missions et les modalités de fonctionnement des cellules de travail techniques sectorielles du sous-comité de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme» a été publié dans le dernier Journal officiel (JO n°54).



LOI RELATIVE À L'INVESTISSEMENT :: «LA RELANCE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE EST UN DÉFI MAJEUR» AKRAM ZIDI

La loi relative à l'investissement, adoptée le 27 juin dernier par l'Assemblée populaire nationale (APN), puis le 13 juillet par le Conseil de la Nation, a été au cœur d'une réunion organisée, samedi, par le Centre algérien de prospective économique de développement de l'investissement et de l'entrepreneuriat. Son président, Akram Zidi, a évoqué, à El Moudjahid, les principaux mécanismes de promotion de ladite loi sur l'investissement.



PROJET DE PHOSPHATE INTÉGRÉ DANS LE TOP 10 DES EXPORTATEURS MONDIAUX

Le projet de phosphate intégré (PPI) prévu à Bled El Hadba, dans la wilaya de Tébessa, en cours d'études, va ouvrir une dynamique dans toute la région de l'est du pays avec la création de 12.000 emplois en phase de construction. Une aubaine pour les jeunes diplômés universitaires et des centres de formation à la recherche d'emplois stables et durables.



ÉDITORIAL : Une volonté de fer

L'Algérie recèle des richesses minières importantes, et c'est l'un des atouts pour fournir l'industrie locale en matières premières et dégager un excédent pour les exportations afin de contribuer aux recettes en devises, en plus de celles générées par les hydrocarbures et d'autres biens.

LA FLAMBÉE SPECTACULAIRE DES PRIX DU GAZ SE POURSUIT : L'Europe craint des pénuries cet hiver

Alors que la production stagne en Amérique, les grands acheteurs asiatiques sont de retour sur le marché du GNL pour s'approvisionner pour l'hiver, ce qui réduit l'offre et impacte lourdement les cours du gaz. Les prix du gaz naturel à travers le monde montent en flèche, en raison d'une demande exceptionnelle de gaz pour la production d'électricité.

Le GNL étant désormais la matière première la plus prisée dans le monde, cela impacte lourdement les prix de référence du gaz au comptant. La situation est très tendue et ce n'est que le début, car les cours pourraient monter encore plus haut à l'approche de la saison de chauffage.

Si les canicules de cet été font grimper de plus en plus les prix de l'essence et flamber les factures énergétiques, des pénuries de gaz naturel sont fortement redoutées cet hiver. L'Europe est dans la position la plus précaire, indiquent les analystes, en raison des répercussions de la crise ukrainienne, mais les prix du gaz naturel se redressent également aux Etats-Unis et en Asie.

Alors que la production stagne en Amérique, les grands acheteurs asiatiques sont de retour sur le marché du GNL pour s'approvisionner pour l'hiver, ce qui réduit l'offre et impacte lourdement les cours du gaz.

«Les prix de référence du gaz en Europe ont bondi de 14% en seulement trois jours, pour atteindre un nouveau record, poursuivant la tendance à la hausse des dernières semaines (...), tandis que les pays européens se bousculent pour remplir le stockage de gaz avant l'hiver qui verrait le rationnement de l'énergie et du gaz, les industries arrêtant la production et les ménages payant des prix exorbitants pour le chauffage et l'électricité», écrit le site spécialisé Oil Price.

NOUVEAU RECORD

Les prix du gaz de référence en Europe au hub néerlandais TTF ont atteint un nouveau record de 236 euros (240 dollars) par mégawattheure. Les prix du gaz ont déjà doublé depuis juin, lorsque la Russie a réduit pour la première fois l'approvisionnement via Nord Stream, le principal gazoduc transportant du gaz vers l'Allemagne.

Un nouvel arrêt du gazoduc, du 31 août au 2 septembre prochain, a été annoncé par Gazprom en raison d'un programme de maintenance. Une coupure qui aggravera la situation énergétique déjà précaire en Allemagne. Les prix européens sont à des niveaux record, environ sept fois supérieurs aux prix de référence américains. Mais les prix américains à Henry Hub ont également augmenté, atteignant leur plus haut niveau en 14 ans.

Ceci est le résultat d'une production intérieure stagnante, d'une forte demande de gaz du secteur de l'électricité pendant les vagues de chaleur et de stocks de stockage inférieurs à la normale, malgré la panne du terminal d'exportation de Freeport LNG, qui a rendu plus de gaz disponible pour la consommation intérieure.



FONDS MONÉTAIRE ARABE LA CROISSANCE DEVRAIT ATTEINDRE 5,4% EN 2022

Le taux de croissance économique prévu pour les pays arabes passera à 5,4% en 2022, selon la 17e édition du rapport sur les perspectives économiques arabes (AEOR), publié par le Fonds monétaire arabe (FMA). Le taux de croissance des économies arabes en tant que groupe devrait atteindre environ 5,4% en 2022, une augmentation «significative» par rapport à environ 3,5% en 2021, rappelle le document.

Le rapport attribue cette croissance à la hausse des prix du pétrole, à l'augmentation de la production dans les pays arabes exportateurs de pétrole et à la poursuite des réformes qui favorisent la croissance. Néanmoins, le FMA s'attend à ce que la croissance économique des pays arabes ralentisse à environ 4,0% en 2023 en raison de la baisse de la croissance économique mondiale, des prix des matières premières et de la sortie progressive des politiques budgétaires et monétaires expansionnistes.

Par ailleurs, le rapport prévoit une inflation relativement élevée dans certains pays arabes en 2022, provoquée par des facteurs tels que la hausse des prix des denrées alimentaires, l'augmentation de ceux de l'énergie et l'escalade des pressions inflationnistes. En outre, les modifications de la production agricole liées au changement climatique affecteront également les prix généraux dans certains pays. Ainsi, le taux d'inflation des pays arabes devrait atteindre 7,6% en 2022 et 7,1% en 2023.



COMMENTAIRE : Macron en mission «apaisement»

Du 25 au 27 août, Emmanuel Macron effectuera une visite officielle de trois jours dans notre pays, avec deux villes au menu : Alger et Oran. Sa dernière visite en Algérie remonte, rappelle-t-on, au 6 décembre 2017, soit il y a cinq ans, et elle n'avait duré qu'une douzaine d'heures. Autant dire que c'est une visite d'importance que celle que M. Macron s'apprête à entamer à Alger.

Par sa durée, le séjour en dit long sur le désir du président français de mettre à profit ce déplacement avant tout pour tourner définitivement la page des tensions qui ont empoisonné les relations algéro-françaises après ses déclarations d'il y a presque une année, tenues exactement le 30 septembre 2021, où il avait fustigé un «système politico-militaire qui s'est construit sur une rente mémorielle», en parlant du pouvoir algérien, et où il s'interrogeait sur l'existence d'une nation algérienne «avant la colonisation française». Une sortie qui avait mis le feu aux poudres.

On a frôlé la rupture des relations diplomatiques. Emmanuel Macron s'est employé par la suite à tempérer ses propos. Les relations se sont réchauffées peu à peu, notamment depuis la réélection du président français pour un second mandat.

Il a échangé à plusieurs reprises avec Abdelmadjid Tebboune, depuis. Samedi dernier, il a téléphoné à M. Tebboune pour lui présenter ses condoléances suite aux incendies dévastateurs qui ont ravagé l'est du pays, faisant au moins 37 morts, et pour lui faire part de «la disponibilité de la France à fournir à l'Algérie des moyens terrestres et aériens pour y faire face», selon l'Elysée.

Au cours de cet entretien téléphonique, les deux hommes n'ont pas manqué d'évoquer également la visite de jeudi prochain. Si rien n'a filtré sur l'agenda du chef de l'Etat français et les accords qui seront signés, il y a un certain nombre de sujets inéluctables qui seront probablement au menu des discussions. Parmi ces sujets, il y aura vraisemblablement le gaz, la sécurité régionale et la stabilité au Sahel, la coopération économique, l'éducation et, éventuellement, le dossier des Algériens en situation irrégulière en France et le problème des laissez-passer consulaires.

Sans oublier le dossier mémoriel, à en croire la volonté formellement exprimée par l'Elysée de «poursuivre le travail d'apaisement des mémoires». Cette visite de trois jours – un calendrier exceptionnel à l'échelle du temps diplomatique – offre une précieuse opportunité aux deux parties pour prendre le temps de se parler, de dissiper les malentendus en se tenant un langage de vérité.

Il ne faut pas la rater, même si on sait pertinemment qu'il y aura encore des orages, des petites phrases assassines, des surenchères, des résistances des deux côtés... Mais immédiatement là, il est important de saisir ce moment pour repartir du bon pied et œuvrer à construire une relation plus fructueuse et plus apaisée.



[Industrie automobile : L'Algérie à la traîne des pays africains](#)

Il y a de quoi s'interroger sur les retards que connaît l'Algérie dans ce domaine, d'autant plus qu'avec les dernières dispositions de la loi sur l'investissement et les mesures de facilitations le terrain est plus que favorable.

Tel un cercle fermé, le dossier de l'industrie automobile en Algérie oscille entre les causes et les effets de stratégies de lancement qui n'ont, jusqu'à l'heure, connu aucun aboutissement. Que ce soit en assemblage, en construction, ou en importation, le lancement de cette activité se heurte à un statu quo.



[Pouvoir d'achat, flambée des prix, Sécheresse, incendies... Une rentrée sociale sous tension](#)

Il restera à négocier un des rendez-vous majeurs de l'année civile qui ouvrira ses portes à l'année scolaire: celui de la rentrée des classes qui s'annonce tout aussi onéreux.

Fin de récréation dans une quinzaine de jours. Avec le retour de la célébration grandiose des mariages, des circoncisions célébrées avec faste voire ostentation suite à l'allègement des restrictions dues à la pandémie de Covid- 19, c'est pratiquement un «cycle» que les Algériens s'appêtent à clore.



[Statut d'auto-entrepreneur : Bientôt devant l'APN](#)

Cette nouvelle loi en perspective devra consacrer certains avantages, au profit des bénéficiaires du statut d'auto-entrepreneur. Bientôt le monde de l'entrepreneuriat se renforcera par la promulgation d'un nouveau texte de loi, à même d'impulser une dynamique tant attendue dans ce domaine. Il s'agit du très convoité statut d'auto-entrepreneur qui devra voir le jour, juste après sa présentation, prochainement, devant les élus nationaux à l'Assemblée populaire nationale (APN).



[Banque et marché noir : cotations du dinar face aux devises ce 21 août](#)

À la Banque d'Algérie, le Dinar Algérien reste en souffrance devant les principales devises. Pour ce dimanche 21 août 2022, un seul Euro est cédé au niveau des guichets de la banque d'Algérie contre 142.48 dinars algériens à l'achat et 142.51 dinars algériens à la vente.

BLANCHIMENT D'ARGENT ET LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Création de cinq nouvelles cellules

La lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme est une priorité des pouvoirs publics.

KAMAL HAMED

Elle fait aussi partie des engagements du pays en vertu des conventions internationales signées par l'Algérie. Dans ce cadre et en vue de renforcer encore davantage le dispositif déjà en place et ce conformément aux dispositions des lois en vigueur, le sous-comité de lutte contre le blanchiment d'argent et la lutte contre le terrorisme vient de se renforcer avec la création de 5 nouvelles cellules. En effet, et en vertu d'un arrêté interministériel qui vient d'être publié au dernier journal officiel, les modalités de fonctionnement ainsi que la composante de ces cellules techniques sectorielles ont été précisées. Selon les dispositions de l'article 2, dans le cadre "de l'élaboration de la cartographie nationale pour l'identification des risques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme." Ainsi la Cellule d'identification des secteurs et domaines pouvant être exposés aux risques de blanchiment d'argent et au financement du terrorisme, constitue la première de ces 5 cellules. Présidée par le représentant du ministre chargé des finances elle est composée des représentants de plusieurs ministères, dont ceux de la Défense nationale, nationale, des affaires étrangères, de l'intérieur et de la justice. La deuxième cellule concerne l'identification des risques de blanchiment d'argent et de



financement du terrorisme dans le cadre des transactions électroniques ou de l'utilisation de nouvelles technologies. C'est une cellule que préside le représentant de la Banque d'Algérie et elle est composée de représentants de quelques ministères, d'institutions nationales et d'organismes nationaux. Elle est chargée de proposer toute mesure appropriée afin de limiter les risques de l'utilisation des nouvelles technologies ou des services financiers virtuels dans les opérations de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme. Comme elle a pour mission d'identifier les vulnérabilités et d'évaluer les risques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme résultant des transactions électroniques ou des prestations utilisant les nouvelles technologies, notamment celles afférentes aux jeux et loteries. La cellule est chargée d'identifier les infractions génératrices de profits à leurs auteurs et d'analyser les menaces en matière de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme. Elle a pour mission principale d'élaborer la liste d'infractions génératrices de profits, à leurs

auteurs, conformément aux recommandations émises par les instances régionales et internationales de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. La 4^e cellule s'intéresse à l'identification des risques liés aux mouvements transfrontaliers de capitaux. Elle est chargée, notamment, d'identifier la cartographie et les circuits utilisés dans le transfert de capitaux illégaux de et vers le territoire national. Enfin, la Cellule d'identification des risques liés à l'utilisation des personnes morales dans le blanchiment d'argent et de financement du terrorisme, constitue la 5^e cellule. Elle a pour mission le recensement et le classement de toutes les personnes morales selon leur nature juridique, leur activité et leur domicile. Elle contribue aussi à l'évaluation des activités financières des personnes morales afin de déterminer celles qui exercent leur activité et celles qui ne l'exercent pas ou qui l'exercent à titre occasionnel ou qui exercent des activités différentes de leurs activités initiales.

K.H.

En attendant les textes d'application

Les travailleurs des entreprises appartenant aux hommes d'affaires faisant l'objet de décisions judiciaires définitives et concernés par la nouvelle mesure dictée par la LFC 2022 qui leur assure l'assurance chômage et la retraite anticipée, doivent encore attendre la publication des textes d'application de la LFC pour pouvoir jouir de leurs droits sociaux.

Ils doivent, cependant, constituer et déposer leurs dossiers avant le mois de décembre.

L'ALGÉRIE ET D'AUTRES PAYS SOLLICITÉS POUR FOURNIR L'EUROPE EN GAZ

Un nouveau statut pour l'Afrique

Les récents développements en Europe, avec une tournure qui prend de nouveau de court plusieurs pays en quête d'approvisionnement avant l'automne, remettent les producteurs africains de gaz naturel dans une position plus forte qu'auparavant en ce qui concerne leur capacité à se battre et à gagner une plus grande part de marché.

La crise du gaz est en train d'éta-
ler encore un peu plus au grand jour
toute la vulnérabilité de l'Europe, et
comme souligné, mercredi dernier
dans un article signé par le spécia-
liste ès hydrocarbures Paul
Anderson sur la plateforme électro-
nique spécialisée Rigzone, dédiée
aux questions des hydrocarbures et
de l'énergie en général, «il existe sur
le marché européen du gaz des
lacunes qui n'existaient pas par le
passé, des lacunes qu'il est urgent
de combler». La mise à nu de ces
lacunes «signifie qu'il y a plus de
place pour le gaz africain aujourd'hui
qu'auparavant, en particulier le gaz
naturel liquéfié, qui est facile à
stocker et à transporter», explique le
journaliste expert de la publication
en ligne en mettant en avant un
récent rapport de la Chambre africa-
caine de l'énergie qui stipule que
50% des flux de gaz cumulés de
2022 à 2025 des 10 principaux pro-
ducteurs africains devraient être

exportés sous forme de GNL. Sans
se vouloir plus original que ses pairs
experts, l'auteur de l'article estime
que la situation actuelle en Ukraine
et la décision de l'Europe de prendre
ses distances du pétrole et du gaz
russe ont placé l'industrie africaine
du gaz naturel dans une position
plus forte pour tirer parti de nou-
velles opportunités.

Certains développements très
récents de la crise du gaz en
Europe, notamment après l'interrup-
tion de l'approvisionnement russe
pour une dizaine de jours pour
cause de travaux de maintenance
des installations de Nord Stream 1,
placent les producteurs africains de
gaz naturel dans une position plus
forte qu'auparavant en ce qui
concerne leur capacité à se battre
pour – et à gagner – une plus
grande part de marché, atteste
Anderson pour qui «l'intérêt pour le
GNL africain ne devrait pas être
momentané. À l'avenir, les nouvelles

technologies et l'évolution des
conditions géopolitiques devraient
permettre aux producteurs africains
de conserver plus facilement leur
part de marché en Europe». Des
propos qui vont dans le sens de cer-
tains pays du continent africain qui
n'entendent pas servir juste de roue
de secours dans cette conjoncture
très singulière, à l'instar de l'Algérie
qui a mis en œuvre tout un arsenal
de textes, à travers d'abord la loi sur
les hydrocarbures, adoptée en 2019
mais dont les textes d'application
ont mis du temps avant de voir le
jour et permettre à Sonatrach de
signer jusque-là trois gros contrats,
dont le premier avec les Italiens
d'Eni pour 1 milliard de dollars et le
plus récent, paraphé le 19 juillet der-
nier, avec les majors italienne Eni,
américaine Occidental et française
Total Énergies, pour une valeur de
quatre milliards de dollars, puis le
tout nouveau code régissant les
investissements, avec l'objectif d'at-
tirer les investissements directs
étrangers (IDE) entre autres dans
l'industrie pétro-gazière.

De 45% en 2021, soit 155 mil-
liards de mètres cubes, la part de la
Russie dans l'approvisionnement de
l'Europe en gaz est tombée à 31%
jusqu'à avril dernier, et avec les cou-
pures qui devraient sans doute inter-

venir encore avant la fin de cette
année, personne n'est en mesure de
savoir quelles quantités de gaz la
Russie enverra en Europe, et c'est
là que le gaz africain devrait entrer
en scène, stipule la publication. «Si
l'UE n'a pas assez de gaz russe
cette année, elle devra combler le
déficit ailleurs afin de supporter la
prochaine saison de chauffage. Et
en partie, elle a essayé de le faire en
important plus de GNL de produc-
teurs établis à grande échelle tels
que les États-Unis et le Qatar. L'UE
a également acheté davantage de
GNL auprès de petits producteurs
comme le Pérou. Mais elle a égale-
ment tendu la main aux États pro-
ducteurs de gaz en Afrique. L'Italie,
par exemple, a négocié l'achat de
gaz supplémentaire à l'Algérie en
2022 et cherche également à ache-
ter plus de gaz à l'Égypte et à
l'Angola à court terme», écrit
Rigzone en assurant que, désor-
mais, les acheteurs européens ne
traitent pas seulement le gaz africain
comme une solution rapide –
comme quelque chose pour combler
l'écart pour le moment, expliquant
par exemple que l'Italie s'attend à ce
que l'Algérie continue de fournir des
volumes supplémentaires au-delà
de 2022, et elle discute également
avec l'Angola, l'Égypte et la

République du Congo d'accords
plus importants. L'Allemagne
cherche à cimenter ses liens avec le
Sénégal compte tenu de la future
production de gaz de ce pays, qui
devrait démarrer l'année prochaine.
Un doute toutefois est émis par l'au-
teur de l'article qui n'a pas manqué
de souligner que «l'UE parle de
diversification de l'approvisionne-
ment en gaz depuis plus de 20 ans
et a fait relativement peu pour faire
de cette diversification une réalité». Pour
ensuite répercuter un passage de
propos tenus par NJ Ayuk, prési-
dent de l'exécutif de la Chambre africa-
caine de l'énergie, qui confiait, il y a
quelques semaines, que «le chan-
gement ne sera pas immédiat. Il fau-
dra du temps pour réduire le profil de
la Russie dans le bouquet énergé-
tique de l'UE. Mais le processus de
réduction de l'offre est en cours, et il
a déjà ouvert de nouvelles opportu-
nités aux producteurs de gaz africa-
cains pour acquérir des parts de
marché en Europe. Je m'attends à
ce que ces opportunités durent au-
delà du court terme, alors que l'UE
tente d'établir une nouvelle combi-
naison de fournisseurs de gaz pour
remplacer la Russie au cours des
prochaines années».

Azedine Maktour

ملفات في خانة "مستعجل للغاية"!

هناك ضرورة ملحة سيتعين على الحكومة المعدلة المقبلة، بشكل حتمي، الاستجابة لها، لاسيما التلخص النهائي من هيمنة اقتصاد يعتمد بشكل كبير على عائدات النفط والغاز. وهذا التوجه لن يتحقق إلا بتهيئة الظروف لتنويع الاقتصاد مع تحسين مناخ الأعمال وجعل البلاد جذابة للمستثمرين الوطنيين والأجانب. وعليه ينبغي على الحكومة المقبلة أن تحسن في أدائها لتغيير الوضع والبدء في إصلاحات هيكلية كبرى على المستويين المؤسسي والاجتماعي والاقتصادي لتحقيق الانتعاش الاقتصادي المنشود. والظاهر أن أمام الحكومة القادمة عددا من الملفات، تصنف في خانة "مستعجل للغاية"؛ وسيتعين عليها وضع خطة عمل بأهداف واضحة وأجندة زمنية محددة لا تترك أي مجال للارتجال.

اقتصاديا "بالتحويلات الاجتماعية" للنقاش الوطني حتى يحظى الملف بإجماع ويراعي التوافقات المطلوبة في مثل هذه الملفات الحساسة، هل سيكون بمقدور الحكومة تسيير هذا الملف دون كسر الإجماع حول محتواه وكيفيات تطبيقه على أرض الواقع. فيتعين على الحكومة وضع جهاز وطني للتعويضات النقدية لصالح الأسر المؤهلة في شكل تحويلات نقدية مباشرة، بعد رصد الاعتمادات المخصصة للتعويضات النقدية لصالح الفئات الاجتماعية الفقيرة المؤهلة. وهو يضم بالخصوص دعم أسعار المواد واسعة الاستهلاك، التعليم، الطاقة، السكن، الصحة بالإضافة إلى فئة المجاهدين والمتقاعدين وذوي الاحتياجات الخاصة. والمطلوب من الحكومة تكثيف المشاورات مع الفاعلين المحليين في الحقل الاقتصادي والسياسي مع تحديد أجندة زمنية تنظم عملية الانتقال من الدعم المفتوح للجميع إلى الدعم الانتقائي، خاصة عندما نعلم أن الدعم المفتوح للجميع بلغ ما قيمته 1942 مليار دينار في قانون المالية الجديد لسنة 2022، وهو مكلف للغاية لموازانات الميزانية العامة للدولة وتوازانات الخزينة العمومية على السواء. طبعاً هناك ملفات لا تقل أهمية كموافقة عصرنه العدالة وتعزيز الحريات والحوار والتشاور والاهتمام أكثر بإدماج القطاع الموازي ضمن القنوات المشروعة. وتصنف جل هذه الملفات في خانة "مستعجل للغاية" كونها حيوية بالنسبة لإنعاش الاقتصاد ودعم نموه وفق مقارنة تشاركية شاملة وضمن عملية إصلاح واسعة للمنظومة الاقتصادية.



قصر الحكومة

الاقتصادي الحقيقي، كما يعكس هذا الخلل التناقض بين الرغبة في إعادة بعث ديناميكية للاقتصاد والواقع على الأرض، والذي يتميز على وجه الخصوص بغياب الأنظمة المصاحبة لهذه التوجهات والتي يتبناها الرئيس تبون ويلج عليها في كل المناسبات، وأغلب الظن أن التعديل الحكومي سيوجه لمعالجة هذه النقائص. وستواجه الحكومة مهمات ومسؤوليات جساما، على غرار هيكلية نظام السوق التي من دونها لن تتمكن الشركات من النشاط في بيئة توفر لها كل شروط التطور والنجاح. وتشمل هذه الإصلاحات تحرير الأسعار وخضوعها لمبدأ المنافسة، ماعدا المواد الأساسية المدعمة، مع إلغاء احتكار التجارة الخارجية، وإنشاء سوق مصرفي، وسوق للصراف الأجنبي، وسوق للأوراق المالية، وسوق للأراضي وعناصر هيكلية أخرى تتماشى مع الاقتصاد المتحرر. لقد فضل رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، طرح ملف الدعم الاجتماعي، أو ما يعرف

اقتصاد البلاد في مختلف القطاعات، كالزراعة والصناعة والتجارة والصحة والسياحة والتكنولوجيات الحديثة وغيرها، مع تبني قاعدة واضحة وشفافة قابلة للتطبيق على الجميع. أما بالنسبة للملفات الأخرى، تتصدرها معضلة إدارة الأراضي الصناعية، وهي تشكل أكثر الملفات حساسية بالنسبة للحكومة في المستقبل العاجل. وكانت قد درست مشروع قانون يقترح إنشاء أربع هيئات وطنية مسؤولة عن منح العقار للاستثمار، وستكون الوكالات الأربع مسؤولة عن إدارة الأراضي الزراعية والصناعية والخدمات والسياحة. لطالما كان ولا يزال الوصول إلى الأراضي الصناعية مصدر إزعاج للمستثمرين، وكذلك للإدارة الاقتصادية، رغم الرغبة التي تبديها السلطات العليا للدولة لتحرير منح العقار، لكن المستثمر الجديد لا يفهم لماذا كل هذا التماطل في إطلاق هذه الوكالات العقارية؟ وهي مع الأسف، القطعة المفقودة من الانتعاش

زهر الدين سماتي

● تواجه البلاد بيئة جيوسياسية وإقليمية وحتى اقتصادية معقدة بشكل متزايد، وهذه الظروف ما بعد جائحة كوفيد 19 وما خلفته الحرب في أوكرانيا، كان لها وقع سلبي على أداء الاقتصاد الوطني. لقد حددت الجزائر لنفسها هدف تصدير 7 مليارات دولار من غير المحروقات في عام 2022، مقارنة بـ 5 مليارات دولار في عام 2021. هذا السياق غير المسبوق يشكل تحديا كبيرا للحكومة، ومن أجل بلوغ هذا الهدف، يجب تعزيز إمكانات التصدير الجزائرية من خلال العمل على تطوير الخدمات اللوجيستية، وتحديد توفير خدمات رقابية للتصدير عبر الموانئ، مع الانخراط في تصور لإصلاحات تنظيمية ترافق هذا التوجه.

سيتعين على الحكومة الجديدة بشكل حتمي الاستجابة لحالات الطوارئ، ونخص بالذكر الاستعمال في تحرير النصوص التطبيقية الخاصة بقانون الاستثمار الجديد، والتي ستكون نقطة التحول التي تتيح دخول مواد هذا القانون حيز الخدمة، وهي خطوة من شأنها تسهيل معالجة طلبات الاستثمار، وينتقل فيها وزراء القطاعات المعنية بالاقتصاد من الجانب التشريعي واستكمال النصوص إلى التطبيق ميدانيا. عندما نعلم أن البلاد فقدت نحو نصف مليون وظيفة بسبب الجائحة، سيسمح قانون الاستثمار الجديد بخلق فرص عمل جديدة وامتصاص جزء كبير من البطالة.

وحتى لا تجد الحكومة نفسها في متاهة لا تستطيع الخروج منها، ينبغي عليها أن تباشر تقييمها وتشخيصها دقيقا لما يمانيه

حسب آخر تقرير لصندوق النقد العربي المصارف العربية تجاوزت أزمة كورونا دون آثار سلبية



عام، فعلى الرغم من التحديات والمخاطر التي تعرض لها جراء الجائحة، إلا أن مؤشرات المتانة المالية أظهرت أن القطاع يتمتع بمراكز مالية قوية ومستقرة، مكنته من تحمل صدمة الجائحة والتحديات الأخرى.

وبين التقرير أن المصارف العربية حافظت على مستويات جيدة في نسبة الأصول السائلة إلى إجمالي الأصول بما يتراوح بين 27.3 بالمائة و34.5 بالمائة، مشيراً إلى أن هذا المؤشر من أهم المؤشرات التي تقيس قدرة البنوك على الوفاء بالتزاماتها بالاعتماد على أصول عالية الجودة وقابلة للتسييل بشكل أسرع من الأصول الأخرى.

ولفت التقرير إلى تحسن معدل العائد على الموجودات لدى القطاع المصرفي في الدول العربية العام الماضي، ليعود تقريبا إلى نفس المستويات ما قبل جائحة كورونا، إذ بلغ 1.24 بالمائة، بينما حقق معدل العائد على حقوق الملكية لدى المصارف العربية مستويات جيدة كما كان عليه قبل الجائحة، إذ بلغ متوسط المعدل حوالي 11.76 بالمائة في نهاية عام 2021.

ب. س

● كشف صندوق النقد العربي عن نجاح القطاع المصرفي في الدول العربية في تجاوز أزمة جائحة فيروس كورونا "كوفيد-19" دون حدوث آثار سلبية جوهرية على مراكزه المالية، حيث واصل القطاع دوره الهام في الاقتصاد العربي باجتذاب السيولة وتوجيهها للاستثمار بما يعزز النمو الاقتصادي. وأضاف الصندوق، في تقرير الاستقرار المالي في الدول العربية لعام 2022، أن الجهاز المصرفي العربي في الدول العربية كان "مستقرا وقادرا بشكل عام" على تحمل الصدمات بالرغم من التطورات والتحديات والصدمات الاقتصادية التي شهدتها العالم خلال الفترة من 2013 حتى 2021.

وذكر التقرير ذاته أن الجهاز المصرفي في الدول العربية حقق مستويات جيدة من رأس المال والسيولة وجودة الأصول والربحية، الأمر الذي يعكس سياسات وجهود السلطات الرقابية لضمان سلامة القطاع المالي بما يعزز الاستقرار المالي.

وأكد التقرير على مرونة القطاع المصرفي العربي وقدرته على استيعاب الصدمات المالية بشكل

في عملية نوعية للجمارك حجز 17 قنطارا من الفضة و6 حاويات من مواد التجميل

الجهوية للجمارك من حجز
1.692.39 كلغ من الحلبي المصنوع
من الفضة عالية الجودة، إضافة
إلى أربع حاويات من مواد التجميل
ومستحضرات النظافة الجسدية
بقيمة 43.150.426.966 دج
وحاويتين من المكملات الغذائية
بقيمة 02.59.409.365 دج".

وتندرج هذه العمليات في إطار
"ممارسة المهام الحمائية لمصالح
الجمارك الجزائرية، وتجنيد
أعوانها التام ليلا ونهارا في سبيل
المساهمة في مكافحة كل ما من
شأنه المساس بالاقتصاد الوطني
وبصحة وسلامة المواطن"، يضيف
ذات المصدر.

■ وأج

حجزت مصالح مفتشية أقسام
الجمارك "جزائر - تجارة" التابعة
إقليميا للمديرية الجهوية
للجمارك "جزائر - ميناء"، في
إطار مكافحة التهريب بشتى
أشكاله، ما يقارب 1.700 كلغ من
الحلبي المصنوع من الفضة عالية
الجودة و6 حاويات من مواد
التجميل والمكملات الغذائية،
حسبما جاء، الأحد، في بيان
للمديرية العامة للجمارك.

وأوضح البيان أنه "في سياق
الجهود الميدانية الحثيثة لمصالح
الجمارك، والمبذولة في إطار
مكافحة التهريب بشتى أشكاله،
تمكنت مصالح مفتشية أقسام
الجمارك التابعة إقليميا للمديرية



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡: Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉️ dc@mf.gov.dz

☎️ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger